

**Discours de Madame Michaëlle Jean**

**Secrétaire générale de la Francophonie**

**au**

**Sommet des Nations unies sur le développement durable**

**New York, le 25 septembre 2015**

*(seul le texte prononcé fait foi)*

Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

En ce soixante dixième anniversaire de la création des Nations unies, l'année 2015 passera à la postérité comme l'année des grands rendez-vous de l'humanité, comme l'année des grands engagements, comme l'année de tous les espoirs.

En effet, nous nous sommes engagés, en mars, dans cette même enceinte, 20 ans après la conférence de Beijing, à éradiquer les inégalités injustifiables entre les femmes et les hommes.

Nous nous sommes engagés, en mai, à Incheon, à assurer une éducation équitable et de qualité, et un apprentissage tout au long de la vie pour toutes et pour tous.

Nous nous sommes engagés, en juillet, à Addis-Abeba, à revitaliser le partenariat mondial et à mobiliser les financements et les investissements nécessaires pour le développement.

L'Organisation internationale de la Francophonie a été de tous ces grands rendez-vous et elle a fait siens tous les engagements qui en ont résulté, parce qu'avec ses 80 Etats et gouvernements, répartis sur les 5 continents, elle est au cœur de toutes les urgences du monde, au cœur de ses inégalités, de ses disparités révoltantes, au cœur de ses crises sécuritaires, de ses conflits meurtriers persistants ou récurrents, mais elle est aussi au cœur de tout ce que ce monde recèle de forces, d'accomplissements, d'extraordinaire diversité, d'infinies capacités de faire, de produire, de créer, d'innover et d'inventer.

Alors oui ! L'Organisation internationale de la Francophonie s'engage résolument aujourd'hui en faveur de ce programme ambitieux de développement pour l'après 2015. Et pour donner corps à ce nouvel espoir, elle sera aux côtés de ses pays membres les plus vulnérables pour les aider à saisir l'opportunité que représentent les perspectives du renforcement du financement du développement, dans la ligne de la conférence d'Addis-Abeba; elle sera là pour les accompagner, aussi, dans l'élaboration de stratégies nationales de développement durable, exercice parfois complexe.

Alors oui ! L'Organisation internationale de la Francophonie restera mobilisée jusqu'au bout pour qu'un accord ambitieux et durable soit atteint dans quelques semaines à Paris. Les actions que nous avons menées, avec l'Institut de la Francophonie pour le développement durable, afin de renforcer les capacités des équipes de négociation des pays les plus vulnérables, en particulier en Afrique, vont dans ce sens. Notre action pour assurer la réalité du multilinguisme dans ces négociations permettra, par ailleurs, que la voix de chacun soit réellement entendue, et prise en compte, parce que le sort de tous les pays de la planète est en jeu. C'est une question de démocratie internationale, c'est un principe que nous défendons de toute notre énergie.

Parce que tous ces engagements, l'Organisation internationale de la Francophonie y souscrit avec le sentiment aigu de notre interdépendance. Il n' y a plus de défis locaux, de tragédies locales, de menaces locales. Et nous devons répondre à cette mondialisation des problèmes par une mondialisation des décisions et des solutions, une mondialisation de la solidarité et des partenariats.

Les Etats ont leur responsabilité propre dans la réalisation de ces objectifs, et ils doivent être bien conscients qu'ils auront de plus en plus de comptes à rendre à leurs citoyens, à la société civile, à la jeunesse toujours plus mobilisés. Et c'est tant mieux!

Mais notre responsabilité est aussi collective: organisations internationales, régionales, non gouvernementales, entreprises privées. Toutes les énergies, tous les savoir-faire, toutes les expertises, tous les moyens financiers, et ils sont importants, doivent concourir vers des stratégies communes, avec pour seul bénéfice attendu et déclaré: la réalisation du bien commun.

Ces engagements, l'Organisation internationale de la Francophonie y souscrit, aussi, avec le sentiment aigu qu'il y a urgence, que le temps presse.

Mesdames et Messieurs,

Ce serait une grave erreur de penser que nous avons quinze ans pour réussir, parce qu'aux objectifs que nous nous sommes fixés en cette année 2015 s'ajoutent chaque jour les conséquences de l'inaction, de l'égoïsme, de l'indifférence ou de l'irresponsabilité de ces dernières années.

Oui ! aux objectifs que nous nous sommes fixés s'ajoutent aujourd'hui les conséquences de ces conflits que nous avons laissés métastaser, après les avoir parfois déclenchés, et qui se comptent aujourd'hui en centaines de milliers de réfugiés, qui se comptent aujourd'hui en kilomètres gagnés chaque jour dans le sang par des mouvements terroristes en quête de territoires.

Oui ! aux objectifs que nous nous sommes fixés s'ajoutent les conséquences de cette pauvreté sur laquelle nous avons trop longtemps fermé les yeux et qui se compte aujourd'hui en centaines de milliers de migrants.

Alors, il y a urgence, le temps presse. Il faut poser des gestes concrets, tout de suite, maintenant. Ne nous contentons pas de gérer ces conséquences au coup par coup. Agissons résolument sur les causes.

C'est le choix que fait l'Organisation internationale de la Francophonie. Nous voulons aller plus vite, plus loin. Par-delà, nos actions en matière d'éducation et de formation, en matière de paix, de démocratie et de droits de l'homme, nous nous sommes dotés d' une stratégie économique qui met l' accent, dans l'esprit du programme de l' après-2015, sur la croissance économique et l' emploi, en particulier des femmes et des jeunes.

Ces femmes dont l'apport est inestimable, incontournable quand on parle de développement et de prospérité.

Ces jeunes qui, en 2030, constitueront plus de la moitié de la population dans nombre de pays, et qui sont si avides d'entreprendre et de réussir. Ces jeunes qui ne demandent qu'à retrouver l'espoir et la confiance.

C'est pour ces jeunes et pour ces femmes que nous lançons en Afrique un programme d'incubateurs d'entreprises dans des filières créatrices d'emplois et à vocation régionale.

L'urgence est telle que plus nous serons nombreux - pays, partenaires privés, institutionnels: agences, fonds et programmes des Nations Unies - plus nous aurons de chances de gagner cette course contre la montre. Il faut jouer collectif pour remporter cette victoire et toutes les victoires.

Mesdames, Messieurs,

Nous sommes à la croisée des chemins. Les actes que nous posons ou que nous ne posons pas, les décisions que nous prenons ou que nous ne prenons pas, auront des conséquences et des répercussions irréversibles pour l'avenir de notre planète commune.

Montrons que nous donnons vraiment un sens aux mots chargés de compassion et d'humanisme que nous prononçons, aux résolutions ambitieuses que nous adoptons dans l'allégresse, avec le sentiment du devoir accompli, car c'est maintenant que notre devoir commence.